

Embargo : 02.07.2015 – 11 :00

Communiqué

La Confédération a besoin d'un organe de pilotage informatique fort

Berne, 02.07.2015 – L'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC) est un levier important de la politique informatique du Conseil fédéral. Reste à cette unité à assumer pleinement ce rôle. C'est le message récolté par le Contrôle fédéral des finances (CDF) dans l'administration fédérale, cliente de l'UPIC. Le CDF livre aussi deux audits sur des projets informatiques clés de l'UPIC. Ces projets avancent bien, sauf dans un cas où des retards sont probables.

Depuis trois ans, le pilotage informatique de la Confédération a changé. Le rôle de l'UPIC a été renforcé. Cette nouvelle organisation est judicieuse et des acteurs majeurs de l'administration fédérale s'en félicitent. Près d'une septantaine d'entre eux l'ont dit au CDF dans le cadre d'un audit publié aujourd'hui. Selon eux, l'UPIC doit assumer ce nouveau rôle de manière plus courageuse, améliorer son efficacité et éviter de céder trop vite au compromis. Le CDF adhère à ces constats.

Dans ses projets informatiques, l'administration fédérale doit pouvoir compter sur une vue d'ensemble à moyen et à long terme afin de profiter à temps de synergies et d'interdépendances. Ce constat est aussi valable pour l'architecture des systèmes d'information et de communication pour prendre de bonnes décisions et être un moyen efficace de faire des économies. Le CDF recommande à l'UPIC de remplir pleinement ce rôle dans ce domaine.

Le CDF a aussi audité IAM Bund, un projet informatique clé de l'UPIC. Budgété à plus de 11 millions de francs, ce projet pour la gestion des identités et des accès à l'administration fédérale avance dans les temps et respecte son cadre financier.

La situation est autre avec Unified Communication & Collaboration (UCC), aussi mené par l'UPIC et doté de plus de 54 millions de francs. Déjà audité par le CDF en 2014, UCC doit remplacer le réseau téléphonique fixe de l'administration. Des progrès significatifs ont eu lieu et des unités administratives l'utilisent désormais. Confronté à un manque de ressources humaines et à des questions de sécurité, l'avancement du projet était encore à la peine lors de l'audit au Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS).

Le CDF ne donnera pas de renseignements supplémentaires. Ces trois audits sont disponibles sur le site du CDF: www.cdf.admin.ch.